



IDEES & DEBATS

Le bac, une passion française

La lecture de « La Grande Histoire du baccalauréat », revient à visiter un monument national, une institution française aussi symbolique des passions hexagonales que le jambon-beurre ou le Tour de France.

LA
CHRONIQUE
de **Sabine**
Delanglade



Dans son « Mal français », exceptionnel tant il reste d'actualité, Alain Peyrefitte faisait remonter celui-ci à Henri IV. La vie publique française donne souvent l'impression de dérouler le même film. Par exemple, les débats sur l'engorgement des hôpitaux ou la mauvaise coordination public-privé qui ont refait la une à l'occasion de la crise sanitaire ne les entend-on pas depuis quarante ans ? A la lecture de « La Grande Histoire du baccalauréat » de Robert Colonna d'Istria* l'impression est grande également de déjà-vu. De réformer cette institution, il est question pratiquement depuis sa création. De 1808 à 1937, 1.361 textes officiels avaient déjà été pondus !

Déboulonner les statues de Napoléon est plus simple qu'abattre le véritable « monument national » qu'il a édifié. Y toucher est un sacrilège : « *son poids symbolique est si lourd que toute réforme qui le méconnaîtrait ne pourrait qu'être vouée à l'échec, aussi fondée soit-elle* », notait en 2008 un rapport du Sénat. Visiter cet édifice est aussi visiter notre histoire, nos obsessions, notre passion du latin, le mépris français de l'enseignement pratique. Lorsque Michel Sardou évoque un jeune à la dérive, il chante « Le Bac G » : « *Vous passiez un bac G, un bac à bon marché/Dans un lycée poubelle/Des horizons bouchés* ».

Le ministre de l'Éducation nationale, Lionel Jospin, monta sur ses grands chevaux. N'empêche, le chanteur avait visé juste. Après tout, il était sur la même ligne que le chancelier Bismarck, quelque cent vingt ans avant lui.

L'empereur Napoléon avait une vision plutôt scientifique de la construction d'une élite. Hélas, son gourou (il y en a toujours dans l'éducation), le conservateur marquis de Fontanes, réussit à imposer une formation plus « humaniste ». Le marquis forgea ainsi la « prépondérance littéraire » qui a longtemps caractérisé l'enseignement français et poussa à l'époque les élites à se détourner du monde technique. « *A l'heure de la révolution industrielle, cela a été ballot* », ironise Colonna d'Istria. La supériorité de l'éducation prussienne, plus ouverte et plus moderne, est également en partie créditée de la victoire de 1870. Bismarck se gaussa de l'éducation française. Le Mittelstand allemand doit aussi s'en amuser encore.

Fascinant comme une erreur d'aiguillage au départ peut encore peser deux cent vingt ans plus tard. Dans les morts tombés à Sedan figurera donc le « tout latin » : pouvoir raconter dans cette langue « Le Rat des villes et le Rat des champs » (sujet de 1855) s'étant révélé insuffisant pour gagner une guerre. En 1880, Jules Ferry mit fin au monopole de cette langue morte. Quel que soit son contenu, le « brevet de bourgeoisie » est un must même s'il ne concerne alors que 1 % ou 2 % d'une classe d'âge (30 candidats en 1808, 4.000 en 1850, 12.000 à peine en 1936). Le business des mementos et des boîtes à bachot prospère comme celui des « candidats professionnels » qui sillonnent

la France pour passer l'examen à la place des inscrits.

La cuistrerie de certains docteurs de l'Éducation n'est pas nouvelle non plus. Bien avant les ayatollahs de la coupable « méthode globale », la « cacographie », raconte Colonna d'Istria, fit ses ravages au début du XIX^e siècle : « *Elle consistait, pour leur apprendre l'orthographe, à distribuer aux élèves des textes fautifs et à les inviter à les corriger.* » Résultat, les fautes s'imprimaient dans les esprits, un vrai carnage. Après moult manuels, tel Zorro, Bescherelle arrivera en 1842 pour sauver cette autre passion française. Plus près de nous, il a fallu que le ministre Jean-Michel Blanquer « interdise » l'utilisation de l'écriture inclusive, cette machine à fabriquer l'exclusion des plus défavorisés. Ouf ! Autre « nouveauté » : le contrôle continu. A son sujet, on s'est encore cette année étripés de bon cœur. Imposez-le, les syndicats d'enseignants sont furieux, supprimez-le, ils enragent !

Le débat n'est pourtant pas récent. Déjà le « petit père Combes », ministre de l'Instruction publique, y songeait lorsqu'il proposa en 1896 le passage des élèves devant leurs professeurs. Viendront après lui, plus ou moins radicaux, les propositions de Michel Debré, Jack Lang, Claude Allègre, etc. Jean-Michel Blanquer aura-t-il la peau de ce mammoth coûteux (1,5 milliard d'euros) et lourd de 4 millions de copies, 2.900 sujets, 17.000 correcteurs ? Après tout, Emile Zola l'avait raté deux fois et sept lycées portent son nom. Paul Bocuse adorait dire qu'il avait ses deux bacs « *un pour l'eau chaude, un pour*





l'eau froide ».

La vie est un éternel recommencement, le bac aussi. D'où l'expression come-bac ? Cette année, Jean-Michel Blanquer a défendu son « grand oral » bec et ongles. Lorsque le baccalauréat (« bacca laurea », en latin, signifie « couronne de lauriers ») est créé en 1808, il ne comporte aussi qu'un oral, une discussion à bâtons rompus de trente à quarante minutes avec un jury (ce n'est qu'en 1840 qu'une épreuve écrite est actée, une version latine bien sûr).

Dans le jury originel siégeaient des représentants de l'université, le diplôme étant conçu comme le premier grade des facultés. C'est devenu une illusion, mais celle-ci a la vie dure pour les 750.000 bacheliers, dont 60 % n'obtiendront jamais leur licence. Sujet tabou. Sélection, piège à cons ? Comparant le taux de rejet des véhicules après contrôle technique et celui des échecs au bac, « Le Figaro » conclut drôlement que « *le contrôle technique auto est plus sélectif que le baccalauréat* ». Les Français seraient ainsi plus exigeants pour l'état de leur véhicule que pour eux-mêmes. Roulez, jeunesse !

** Plon, 310 pages, 19 euros.*

**Visiter cet édifice
est aussi visiter notre
histoire, nos obsessions,
notre passion du latin,
le mépris français
de l'enseignement
pratique.**





Gilles Leitendorfer/AFP

